



Groupe de Recherche
pour une Stratégie
économique alternative
ASBL

Rue Royale 11
1000 Bruxelles
Belgique
Tél. +32 (0)2 219 70 76
info@gresea.be
<http://www.gresea.be>

2018

Rapport

Annuel

Sommaire

La vie de l'association	3
L'alphabétisation économique	6
Mirador: l'observatoire des multinationales	13
Éconosphères	15
Alter Summit	20

La vie de l'association

« Il est temps de penser à l'envers : de définir les changements à réaliser en partant du but ultime à atteindre et non les buts en partant des moyens disponibles, des replâtrages immédiatement réalisables » André Gorz (1997)

Il y a 40 ans, le Gresea prenait ses origines au retour d'un voyage au Chili de deux personnalités qui marqueront (et qui marquent toujours) pendant plusieurs décennies le monde associatif et syndical en Belgique. L'internationalisme, entendu comme la solidarité internationale entre les travailleurs, était, selon eux, la valeur fondamentale sur laquelle le mouvement ouvrier devait construire sa réponse à une mondialisation néolibérale naissante. Pour le Gresea, il s'agissait à l'époque et à son échelle d'expliquer et de clarifier les mécanismes de l'économie auprès d'un public composé des acteurs du « développement » et du monde du travail.

Quarante ans plus tard, la mission du Gresea n'a pas changé. Elle s'est par contre complexifiée. L'objectif du plein-emploi, au Nord comme au Sud, faisait consensus dans le mouvement social. Il fallait protéger ou construire, selon les endroits, une norme sociale de l'emploi qui protège et qui émancipe. Aujourd'hui, chômage structurel et dérégulation obligent, les choses sont beaucoup moins claires...

Chez les militants syndicaux ou tiers-mondistes de la décennie 1980, la solidarité internationale ne relevait pas de l'apprentissage ou de l'éducation permanente, il s'agissait presque d'un prérequis à la « fonction ». Aujourd'hui, plus le processus de mondialisation s'intensifie, plus le mouvement social se localise.

Au début des années 1970, la légitimité des organisations syndicales était remise en question par les mineurs du Limbourg. Des militants, des travailleurs affrontaient leurs représentants autant que le patronat. Aujourd'hui, les tensions au sein des organisations qui composent le mouvement social en Belgique n'ont pas disparu. De nouvelles formes de mobilisation apparaissent même si, contrairement à la France, les organisations syndicales ou le monde associatif continuent à structurer le mouvement social. Là encore, les choses sont sans doute un peu moins claires...

Une chose reste certaine : 1978 ou 2018, le travail d'analyse et de clarification du Gresea reste pertinent.

2018, quels questionnements ?

Le rapport annuel est parfois (souvent) un exercice fastidieux dans un mois de juin chargé. La tentation est dès lors grande d'ajouter les pages de statistiques de « clic » et les activités. C'est aussi un reflet de nos sociétés, il faut être dans le « savoir-faire », celui qui est « mathématisable ». Or, un centre de recherche, comme son nom l'indique, est un lieu où on réfléchit. Rappelé à l'ordre par la coordinatrice adjointe du Gresea, je vous livre donc une réponse, la moins partielle possible, à cette question : **au Gresea, on a réfléchi à quoi en 2018 ?**

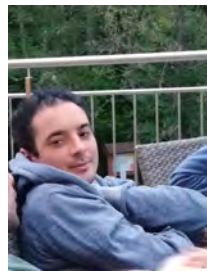
Classe, sexe et race. Trois concepts qui désignent autant de formes de domination. C'est au travers de ce prisme que Natalia Hirtz a interrogé la condition des femmes migrantes et la reconfiguration des migrations. Cette recherche a débouché sur un des Gresea Échos les plus aboutis de ces dernières années. Les morts de Semira Adamu ou, plus récente, de Mawda ne sont pas seulement des meurtres, mais bien le résultat d'une imbrication des rapports sociaux de race, de classe et de sexe qui se trouvent à l'origine des migrations, mais aussi à la création de statuts différenciés pour les migrantes et les migrants. Ce travail se poursuit et trouvera une nouvelle matérialité en 2019 avec la création d'un outil pédagogique.

La transition énergétique et l'économie circulaire. Le thème est sexy et donc pour le moins travaillé. Il est aussi impulsé par les bailleurs de fonds au travers du faux-ami « développement durable » qui devient toujours plus un fabuleux outil de cooptation du mouvement social. Si le durable n'est pas atteint, le responsable est tout désigné : l'Homme indifférencié ! Depuis plusieurs mois, Romain Gelin questionne cette vision : est-ce l'être humain qui détruit la planète ou les rapports de production capitaliste et ceux qui en assurent la reproduction ? Doit-on parler d'anthropocène ou de capitalocène ? En 2018, ce questionnement a été partagé avec des délégués de la CSC BIE durant une semaine complète. L'économie circulaire est certes un outil plus que nécessaire pour répondre au défi environnemental, mais peut-on l'implémenter sans interroger notre mode de production et la soutenabilité

de notre objectif de croissance ? Cette recherche continuera en 2019 et débouchera sur un ouvrage aux éditions Couleur livres.

L'économie de plateforme et la construction de nouvelles identités collectives. La numérisation de l'économie et son impact sur l'emploi et le travail est une autre thématique qui fait l'actualité. Anne Dufresne opte cependant pour une approche un peu différente. Il ne s'agit pas seulement de penser le numérique en termes de condition de travail ou de statut « salarial », mais bien à partir des travailleurs en lutte. À partir du cas des coursiers européens, elle pose la question des nouvelles identités collectives : qu'est-ce qui rassemble et qui fait sens pour les travailleurs de la gig economy ? Ce travail de recherche est au cœur de l'action collective. Une action collective que le Gresea a contribué à faire converger en rassemblant 60 coursiers issus de 13 pays différents à Bruxelles les 25 et 26 octobre 2018. L'assemblée générale « Rights4Riders » organisée sous l'égide de l'Alter Summit a pu se tenir grâce au long travail de coordination de Sebastian Franco et d'Anne Dufresne. Elle a permis la fondation de la **Fédération Transnationale des Coursiers**.

La distribution primaire des richesses et les inégalités macroéconomiques. Avec des inégalités qui atteignent le niveau des années folles, il est compliqué pour un centre de recherche engagé dans le mouvement social de ne pas interroger la distribution primaire des revenus dans nos économies. La part salariale est à ce titre un indicateur de choix pour comprendre l'évolution des inégalités macroéconomiques. En Belgique, elle a de nouveau pris une courbe descendante à cause de l'action du dernier gouvernement. En prenant un angle de vue plus large, la part salariale permet de reconstruire l'histoire économique de la Belgique. C'est ce que Bruno Bauraind s'est attelé à faire en partenariat avec les métallos de la FGTB. Une brochure intitulée « Le salaire des Belges » a été diffusée en français et en néerlandais à quelque 600 syndicalistes.

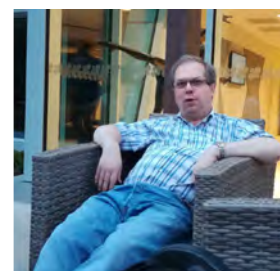


2018, une équipe

L'équipe du Gresea a connu peu de changements en 2018. Une mauvaise nouvelle néanmoins, le départ en août de Zahra El Grandi, secrétaire de l'association depuis quatre ans. La subvention du poste de Zahra a été définitivement supprimée par la Région flamande. Nous tenions à la remercier pour son engagement dans le travail durant ces 4 années passées au Gresea.

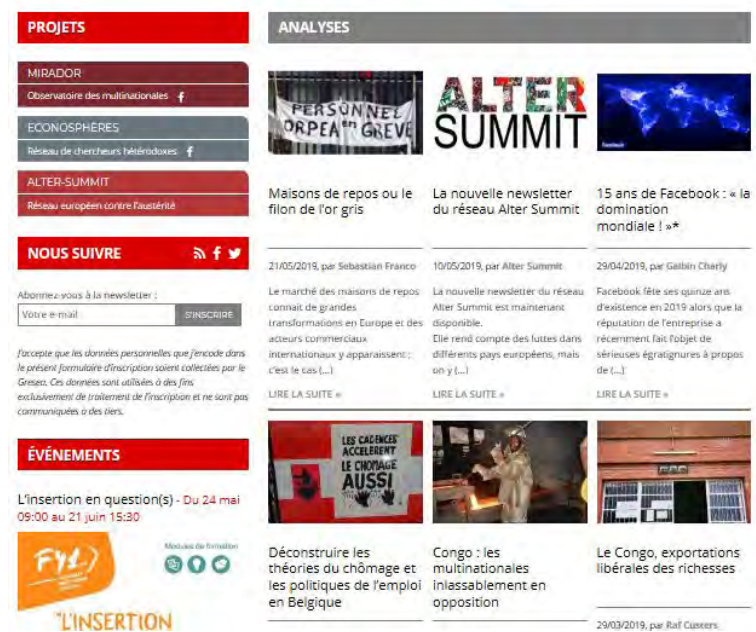
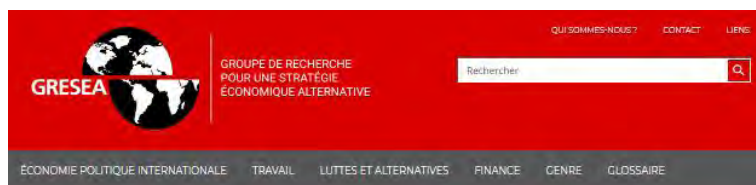


Autre changement, le passage à mi-temps de Marc François, pilier historique du Gresea. Fabrice Renière a dès lors intégré l'équipe depuis mai 2018.



L'alphabétisation économique

Le site du Gresea: www.gresea.be



La fréquentation du nouveau site Gresea a connu une progression intéressante en 2018 avec un triplement des visites.

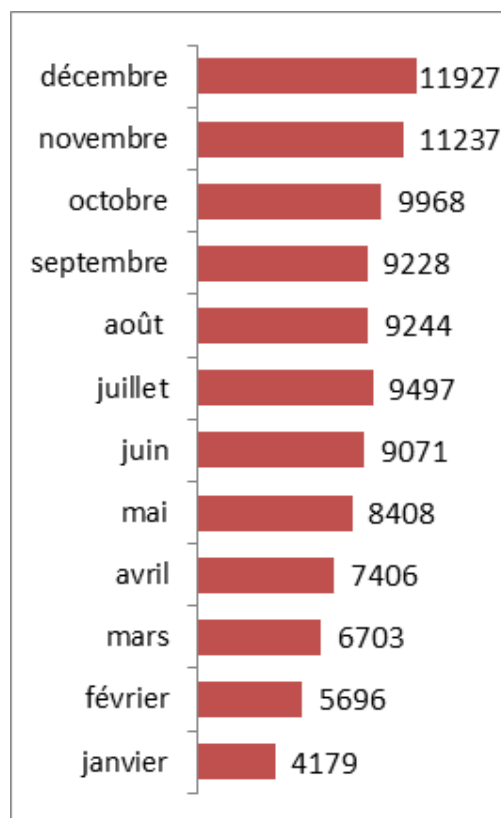
Quelques chiffres:

1972 inscrits à la lettre d'information

1027 abonnés Facebook

410 abonnés Twitter

Fréquentation mensuelle:



Le Gresea Échos

Le Gresea Échos fait partie de l'identité du Gresea. À l'heure du numérique, son format, sa diffusion, parfois son utilité, sont souvent discutés au sein de l'équipe. Le format « papier » convient cependant mieux que l'écran à une lecture qui peut parfois être exigeante.

En 2018, la collection Gresea Échos s'est enrichie de quatre nouveaux numéros :

Quelques chiffres:

113 abonnés payants

112 exemplaires vendus

1525 exemplaires écoulés à travers notre réseau composé notamment des 91 bibliothèques publiques de la Fédération Wallonie-Bruxelles.



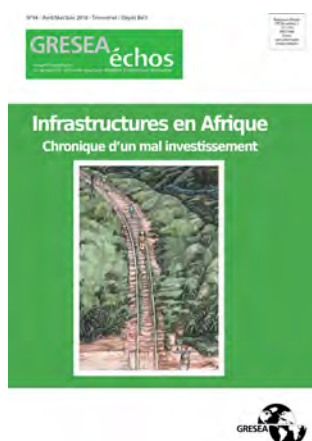
Le protectionnisme en Trump-l'oeil (n°93)

La présidence de Donald Trump, tantôt chancelante, tantôt va-t'en guerre, s'accorde mal avec le travail d'analyse de long terme. Sauf à mettre de côté les pseudo-psychanalyses de Donald pour s'intéresser aux évolutions socio-économiques que rencontrent depuis plusieurs années le pays de l'oncle Sam ainsi que le système économique international. Derrière la figure de Donald, ce sont bien les attermoissements de l'élite américaine devant ces rééquilibres géoéconomiques qui doivent poser question. C'est ce à quoi Jean-Christophe Defraigne, économiste à l'Université Saint-Louis, s'attache dans cette livraison du Gresea Échos. Ce numéro fait suite aux débats entre Jacques Sapir et Jean-Christophe Defraigne lors de la

soirée d'Éconosphères du 25 janvier 2018 (voir ci-après).

Articles de Jean-Christophe Defraigne (Université Saint-Louis) et Ons Bouslama (Gresea)

Numéro coordonné par Bruno Bauraind



Infrastructures en Afrique : chronique d'un mal investissement (n°94)

L'Afrique est le continent le moins bien doté en infrastructures (transports, énergie, eau, etc.). La réalisation de nouveaux équipements va nécessiter des investissements considérables dans les prochaines années pour combler ce déficit. Quelles sont les priorités retenues, les acteurs impliqués, les freins rencontrés ? Quels sont les modes de financement choisis, et pour quel développement ? La réponse aux enjeux que rencontre l'Afrique viendra-t-elle de la Chine ou bien des partenariats publics-privés promus par les institutions internationales ?

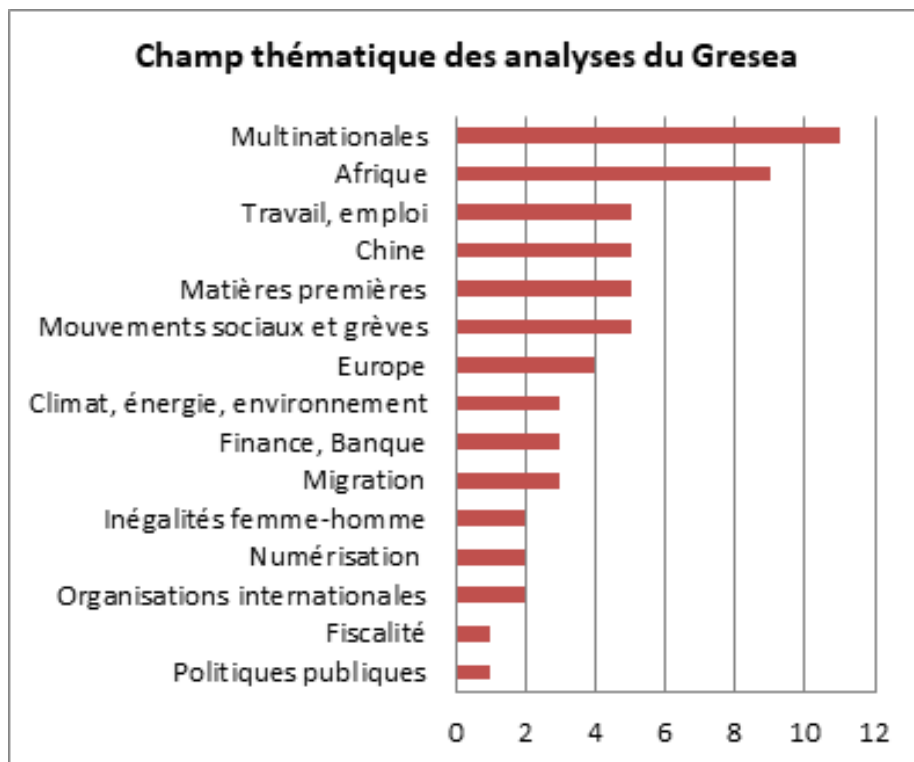
Articles de Romain Gelin et Raf Custers (Gresea)

Numéro coordonné par Romain Gelin

Nos analyses 2018

Comme le montre le graphique ci-dessous, les 37 analyses d'éducation permanente produites par le Gresea en 2018 se trouvent dans la continuité thématique des années précédentes avec ce qui fait l'ADN du Gresea depuis 40 ans : l'analyse des firmes multinationales, des relations économiques Nord-Sud et des questions liées au travail et à l'emploi. Il faut néanmoins souligner certains questionnements plus structurels en 2018 : la rivalité sino-américaine et l'étude des infrastructures en Afrique à partir d'un cas concret : le train de Bengela.

Champ thématique des analyses du Gresea



La rivalité sino-américaine

Avec la hausse des droits de douane sur l'acier et l'aluminium, les États-Unis ont ouvert une guerre commerciale mondiale. Mais qu'on ne s'y trompe pas, l'adversaire de Washington est clairement désigné : Pékin et ses excédents commerciaux. America First contre les nouvelles routes de la soie. Sous la plume d'Henri Houben, le Gresea propose un dossier en 5 épisodes qui permet de mieux cerner les véritables enjeux de ce conflit entre les deux grandes puissances et la stratégie de développement de la Chine. Une question reste cependant posée : la nature de cet expansionnisme chinois. Impérialisme soft ?

Raf, de Kolwezi à Lobito

Du 14 janvier au 18 février 2018, Raf Custers a patiemment crapahuté le long de la voie ferrée entre Kolwezi, la cité minière congolaise, et Lobito, le port angolais. Ce chemin de fer de Benguela est le plus long d'Afrique. Construit au tournant du 20ème siècle par la puissance coloniale pour acheminer les richesses minières du Congo vers le continent européen, la partie congolaise a été progressivement abandonnée ces dernières décennies pour faire place au transport routier. À l'inverse, la partie angolaise du chemin de fer a été reconstruite par des entreprises chinoises. Le reportage de Raf Custers relaté dans plusieurs articles en 2018, mais également dans un web documentaire (<http://www.gresea.be/La-voie-ferree-en-Angola-et->

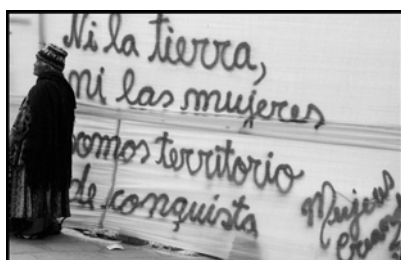
au-Congo-en-son-et-en-image) pose plusieurs questions qui dépassent largement le corridor de Lobito. Il s'agit tout d'abord d'interroger le concept de développement. Le train doit-il servir à transporter des minerais ou des gens ? Quel doit être la finalité du transport public ? Peut-on encore se permettre à l'heure du réchauffement climatique de privilégier le transport routier, comme c'est le cas en RD Congo ? Enfin, les travaux de Raf Custers montrent aussi que l'investissement public est source de développement économique.

Le travail empirique de Raf Custers trouve un écho dans celui, plus théorique, mené par Romain Gelin sur les infrastructures en Afrique. En prenant un peu de hauteur, les analyses de Romain permettent de dessiner la toile de fond du corridor économique de Lobito. Entre la logique « développementaliste » occidentale faite de partenariats publics-privés et d'objectifs du développement durable et les IDE chinois, l'Afrique centrale est de nouveau une terre d'opposition autour des concepts de « développement » et « d'infrastructures ».

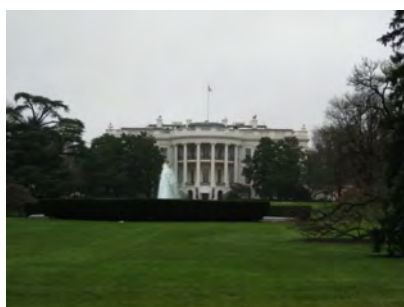
Le Gracos 2018

C'est devenu une bonne habitude. En 2018, les chercheurs du Gresea ont contribué au rapport sur la grève et la conflictualité sociale du Gracos (Groupe d'analyse des conflits sociaux). Bruno Bauraind a assuré la coordination du numéro. Il a également collaboré avec Natalia Hirtz pour décrire la lutte des travailleurs de Truck Technic à Liège. Il a également relaté la grève en deux temps à la Fabrique Nationale de Herstal. Anne Dufresne a pour sa part chroniqué la lutte des coursiers bruxellois.

Études 2018



Outre l'étude de Natalia Hirtz «**Classe, sexe et race ; Aux racines des mouvements migratoires**» dont il est question ci-dessus (<http://www.gresea.be/Classe-sexe-et-race-1858>), le Gresea a publié deux autres études d'éducation permanente en 2018 :



Pourquoi avoir permis l'élection de Donald Trump ? Par Henri Houben <http://www.gresea.be/Pourquoi-avoir-permis-l-election-de-Donald-Trump>, et



Le dialogue social européen ou la déconstruction du droit social et la transformation des relations professionnelles, par Anne Dufresne <http://www.gresea.be/Le-dialogue-social-europeen-ou-la-deconstruction-du-droit-social-et-la>

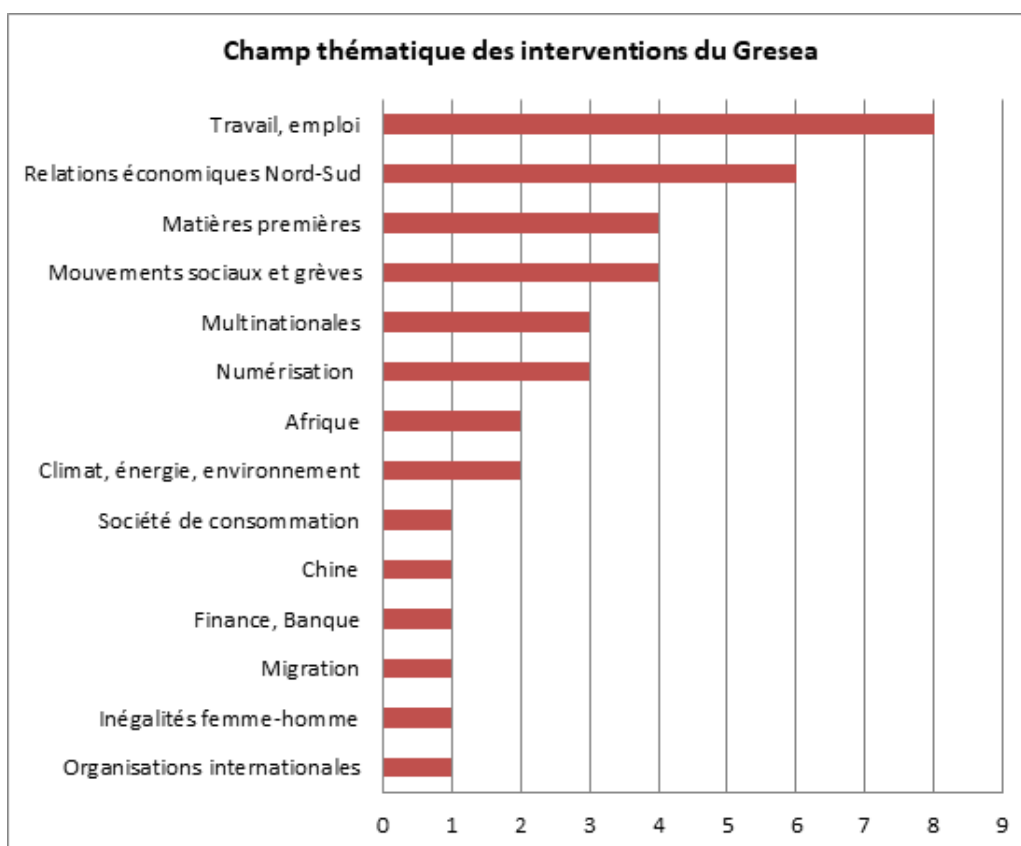
Nos interventions et formations longues 2018

L'éducation permanente ne peut se limiter à l'écrit. Les analyses ou les études du Gresea ne prennent véritablement sens que lorsqu'elles sont expliquées et débattues. C'est pourquoi nous essayons le plus possible d'adosser nos écrits à une discussion publique. Les chercheurs du Gresea interviennent donc le plus souvent possible dans des conférences ou des débats organisés par d'autres associations ou syndicats.

Les interventions ou les formations sont aussi l'occasion pour le Gresea de renforcer ou de construire des partenariats.

Il y a les partenariats récurrents avec la MWB-FGTB, la CSC BIE, la CNE, Attac, le MOC au travers de l'Isco ou encore le Cepag. Il y a les réseaux ou les campagnes dont nous sommes membres comme la plateforme Belfius est à nous ; ENCO, le réseau européen des observatoires des multinationales, le réseau belge pour les ressources naturelles (RBRN) ou encore l'Université des femmes.

Sur le plan de la recherche, il faut souligner les interventions des chercheurs du Gresea dans le cadre du Congrès Latino-américain et caribéen des sciences sociales (Flasco), la contribution d'Anne Dufresne à l'Ires en France ou dans le cadre d'un cours sur les mouvements sociaux à l'Université de Lyon.



Études – offre de service

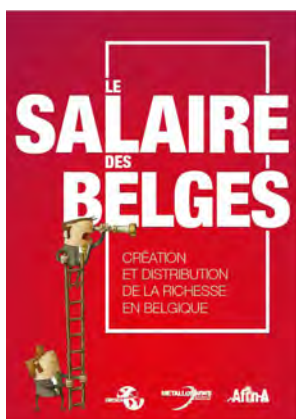
En 2018, le Gresea a réalisé deux brochures pédagogiques et une étude en collaboration avec la MWB-FGTB et Afin-A.



La première brochure portait sur le revenu universel. L'idée du **revenu universel** occupe aujourd'hui une place centrale dans le débat politique. Le sujet est important, car il dessine de nouveaux clivages sur la question du travail par-delà l'axe politique gauche/droite. Cette brochure a pour objet de mettre le concept en perspective : d'où vient cette idée et pourquoi est-elle née ? Quelles en sont les multiples définitions ? Quels projets politiques de RU ont fleuri en Belgique et quelles expériences locales étrangères disent l'appliquer ? Et la dernière partie ouvre le débat sur les critiques et alternatives à cette revendication : les unes plus proches du regard syndical, espérant sauvées ce qui reste de l'État social, les autres à la recherche de solutions au-delà du salariat, et non en deçà. Avec, en toile de fond, une question politique importante : peut-on penser la sortie de la domination salariale par le haut ? Finalement, ce débat sur le Revenu universel amène à une

réflexion globale sur l'avenir du travail et sur la protection sociale ralliant deux intentions politiques : à la fois celle de défendre les conquêtes sociales du 20e siècle, mais aussi celle de revendiquer d'autres formes de protection sociale qui prennent acte de nouvelles réalités et des besoins des salariés précaires ou des personnes sans emploi. Cette brochure a été diffusée en français et en néerlandais à 2.000 exemplaires dans le réseau de la MWB, FGTB-CCB, CEPAG, et GRESEA.

<http://www.gresea.be/Le-revenu-universel-mauvaise-reponse-a-de-vraies-questions>



La brochure portait sur la **distribution primaire des richesses en Belgique**. Elle a été distribuée lors du congrès de la fédération des métallos de la FGTB. Par la suite, elle a été traduite en néerlandais et diffusée à 600 exemplaires dans différentes centrales de la FGTB au Nord comme au Sud.

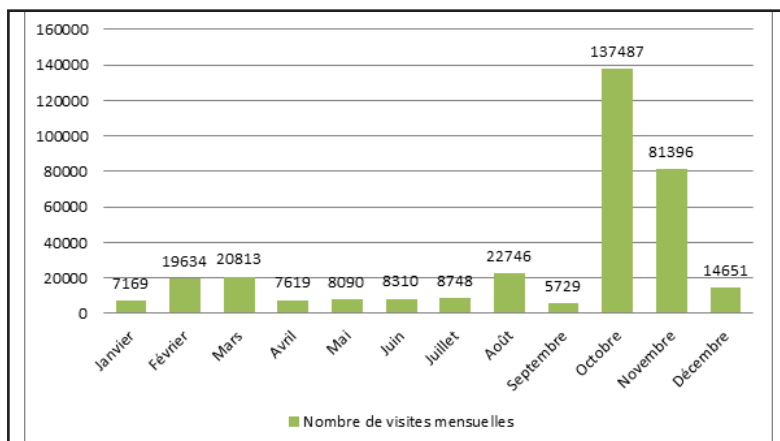
http://www.gresea.be/IMG/pdf/mwb_le_salaire_des_belges.pdf

Pour sa part, Romain Gelin a produit une **cartographie du secteur de la métallurgie en Wallonie et à Bruxelles**. Cette étude non publiée a pour objectif d'outiller les négociateurs syndicaux de la MWB-FGTB pendant les négociations sectorielles 2018-2019.

Mirador: l'observatoire des multinationales

2018 est la troisième année du projet Mirador qui a été lancé en septembre 2015. En 2016, le site internet avait accueilli environ 2.500 visites par mois. La progression de la fréquentation s'est maintenue pour l'année 2017. Le nombre de visites mensuelles a ainsi doublé pour dépasser le seuil des 5.000 visites par mois en moyenne (plus exactement 5.087). La progression des visites s'est poursuivie en 2018, avec plus de 7.000 visites mensuelles en moyenne.

<http://mirador-multinationales.be/>



Le nombre d'abonnés à la **lettre d'info** a légèrement crû entre 2017 et 2018 pour se rapprocher des **1.500 abonnés** (1.496 au 1er janvier 2019).

Le nombre d'abonnés **Facebook** passe de 171 abonnés à **221** début 2019.

Mirador sur le fond

Fin 2018, le site de l'Observatoire des multinationales Mirador compte **63 fiches-entreprise** reprenant à chaque fois la comptabilité, l'actionnariat et une fiche d'identité du groupe.

Le site s'est également enrichi de diverses publications au cours de l'année 2018. De la restructuration de **Carrefour** début 2018 qui touche près d'un millier de travailleurs du groupe à l'actualité autour du cas Carlos Ghosn, ex-PDG du groupe **Renault Nissan** dans le viseur de la justice japonaise pour des manipulations fiscales en passant par le projet de privatisation de **Belfius** ou la question de la sécurité énergétique et des centrales nucléaires exploitées par le groupe **Engie** en Belgique, l'actualité autour des multinationales a été intense en 2018.

Plusieurs publications, travaux ou événements ont notamment concerné le secteur extractif. L'historique de la firme multinationale **BHP** – l'un des plus importants groupes miniers au monde - a été publié sur Mirador dans le courant 2018. Les travaux de Raf Custers sur le **cobalt** ont donné lieu à un événement dans le cadre de la quinzaine de la solidarité internationale sur le secteur extractif en RDC, en partenariat avec l'association Bakushinta et a également donné lieu à une interview publiée sur le site Investig'action.

Les matières premières sont indispensables à la fabrication de nombreux produits qui entrent dans ce que l'on nomme l'économie numérique (smartphone, ordinateurs, réseaux de télécommunication...), mais sont également centrales pour la transition énergétique (voitures électriques et batteries, infrastructure...). C'est pourquoi l'**économie numérique et les entreprises de plateformes** ont été un sujet central dans le travail du Gresea en 2018, avec l'organisation de formations à destination de militants syndicaux.

La question de la **transition énergétique, des véhicules électriques, de l'économie circulaire et du rôle des multinationales** a été l'objet d'une journée de conférence-débat organisée à Mons, avec l'association **CPCP**, et à laquelle ont participé Raf Custers et Romain Gelin. Le Gresea a également été invité en tant qu'orateur sur ces questions (économie numérique, environnement, ressources naturelles) lors d'un colloque organisé par la **CGSLB** en novembre 2018.

L'actualité de 2018 sur les multinationales a également été marquée par la remise par Romain Gelin d'un **draft paper pour un traité contraignant sur les multinationales au sein du Conseil des droits de l'Homme des Nations-Unies**. La question de la réglementation sur les multinationales est évidemment d'actualité. Bruno Bauraind a notamment animé un débat titré « **Multinationale : société privée à irresponsabilités illimitées ?** », lors du festival des libertés sur ces questions, en compagnie de Gabrielle Lefèvre et Denise Auclair. Une analyse a été réalisée à propos du projet de la société civile luxembourgeoise de porter un projet de loi sur le **devoir de vigilance des sociétés transnationales installées au Grand-Duché**.

Outre les publications évoquées, le Gresea a publié plusieurs news sur le suivi de la catastrophe du Rana Plaza en 2012 et les travaux d'achAct (accords Bangladesh, secteur de l'habillement), sur l'actualité du Forum social mondial, sur la saga Chevron-Texaco en Équateur qui a fait l'objet d'un arbitrage international en faveur de la multinationale pétrolière, mais également sur les travaux de l'Observatoire (français) des multinationales et son contre-rapport sur les entreprises du CAC 40, ou encore sur les travaux de CEO sur les Big Four de l'audit (KPMG, Deloitte, EY et PWC), complices de l'optimisation fiscale à grande échelle en Europe

Le Gresea a également contribué au réseau européen **ENCO** (European Network for Corporate Observatory). Ce réseau avait été fondé en 2016 en marge du colloque Mirador organisé par le Gresea. Il réunit désormais une quinzaine d'organisations ou associations européennes travaillant sur l'analyse des multinationales et sera bientôt doté d'un site internet. Dans ce cadre, un travail de recherche a été réalisé par Henri Houben sur le cas d'Albert Frère et du Groupe Bruxelles Lambert. Le Gresea a également participé à une réunion du réseau qui s'est tenue en novembre 2018 à Amsterdam.



Le Gresea a également participé à l'université d'été solidaire et rebelle des mouvements sociaux et citoyens qui s'est déroulée du 22 au 26 août sur le campus universitaire de Grenoble. Il a co-



animé un atelier pratique « Comment enquêter sur les multinationales ? » en collaboration avec Basta et l'Observatoire des Multinationales français. Cet atelier a rassemblé une cinquantaine de personnes (https://ue2018.org/spip.php?page=module&id_module=89).

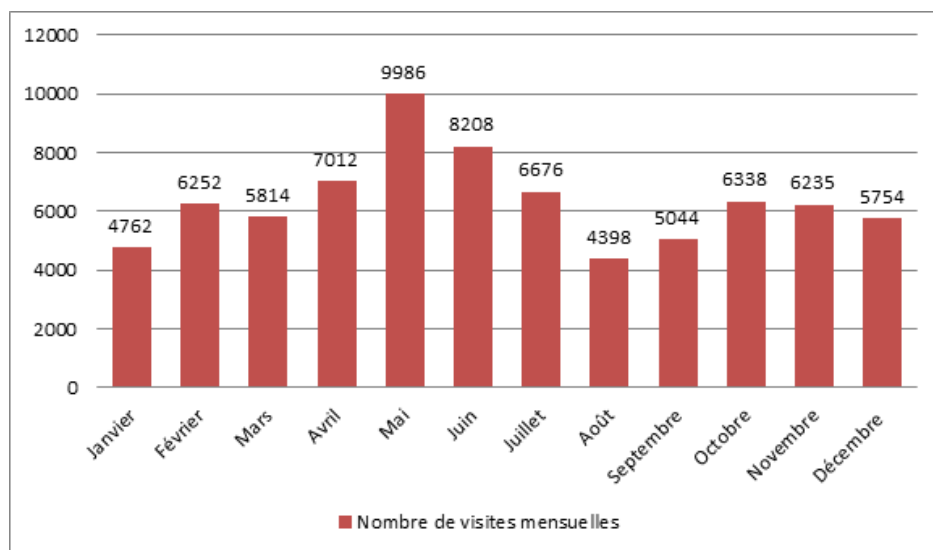
Éconosphères

www.econospheres.be

En 2018, nous avons publié **29 textes** analytiques sur le site Éconosphères, dont 26 textes de chercheurs associés. Au 31 décembre 2018, la lettre d'information comptait **1.155 abonnés** et la page Facebook 598 (470 en 2017). Le site reçoit une moyenne de 6.500 visites par mois. Ce qui représente une augmentation par rapport à 2017 (4860). Et Enfin, **5 nouveaux e-dossiers** sont désormais disponibles sur le site (<http://www.econospheres.be/-dossiers-thematiques->).



Éconosphères en chiffres



5 Évènements Éconosphères

25 janvier 2018 : Quelles alternatives au libre-échange ?



Les questions commerciales ont connu un regain d'attention ces dernières années : TTIP et CETA ont notamment été l'objet de fortes contestations de la part d'associations et des syndicats.

Les critiques adressées portaient sur plusieurs points (déficit démocratique lors des négociations, attaque des standards sociaux, environnementaux ou sanitaires, justice privatisée au travers de mécanismes d'ar-

bitrage, etc.) et sont apparues comme une opposition claire à un système de libre-échange débridé et généralisé. Cela n'a cependant pas débouché sur un débat autour du degré de protectionnisme utile ou nécessaire, tant et si bien que le sujet demeure le plus souvent tabou dans les débats publics. Paradoxalement, depuis près de deux siècles, les pays industrialisés (USA, Grande-Bretagne, France...), principaux promoteurs du libre-échange, ont toujours usé de mesures protectionnistes en fonction d'intérêts particuliers, sectoriels ou de stratégies industrielles : droits de douane sur l'importation d'automobiles entre les États-Unis et l'UE, agriculture exportatrice subventionnée au travers de la Politique agricole commune, quotas, barrières réglementaires, etc.

Les questions mises en débat étaient les suivantes : quel degré de libre-échange/protectionnisme est acceptable, souhaitable ? Dans quel cadre : UE, OMC, accords bilatéraux, régionaux ? Avec quelles conséquences : pour l'emploi, les standards sociaux, environnementaux, les pays en développement ?

Cette conférence-débat s'est déroulée à l'Université populaire de Saint-Gilles avec les intervenants suivants :

Jacques Sapir (directeur du Centre d'Études des Modes d'Industrialisation (CEMI) à l'EHESS)

Jean-Christophe Defraigne (économiste, professeur à l'Institut d'Études européennes - Université Saint-Louis de Bruxelles)

E-dossier : <http://www.econospheres.be/E-dossier-de-la-soiree-786>

Participants : 49

29 mars 2018 : La lutte des classes au tribunal



Cette conférence avait été précédée d'un séminaire juridique spécialisé (30 participants) avec ML Dufresne-Castets et des juristes belges.

La soirée s'est déroulée en deux étapes. Le programme s'inscrivait dans la tradition des grandes luttes sociales pour plus de justice et de solidarité.

1/ La projection du **film « Les Contis »** de Jérôme Paleteaux

C'est l'histoire du combat de 1120 ouvriers contre la stratégie financière d'une multinationale, Continental. Ils décident, dès le départ, de se battre collectivement et se mettent en grève. Ils s'attachent à relier leur combat aux luttes menées dans d'autres usines, en particulier avec leurs collègues allemands, eux-mêmes menacés. C'est pour eux l'occasion de prendre conscience des intérêts qui les lient et de la force que leur donne le fait de rester unis et de ne jamais oublier de construire collectivement leur bagarre, alors qu'ils sont confrontés, dans l'adversité, à une puissante multinationale.

2/ Conférence-débat : « La lutte des classes au tribunal »

Rencontre autour de l'ouvrage : « Un monde à gagner. La lutte des classes au tribunal » de Marie-Laure Dufresne-Castets.

L'auteure, Marie-Laure Dufresne-Castets, avocate en droit social, a bataillé contre Continental, Renault, PSA ou encore Moulinex. Dans son livre témoignage, elle dresse le tableau d'une justice des puissants, manquant singulièrement de courage, et appelle au combat politique. L'idée de la conférence était de traiter du lien complexe existant entre la lutte dans les ateliers, dans la rue et au tribunal.

Cette projection-débat s'est déroulée à l'Université Libre de Bruxelles avec **Marie-Laure Dufresne Castets**, avocate, Paris, auteure de l'ouvrage « Un monde à gagner. La lutte des classes au tribunal », Don Quichotte éditions, 2017;

Mireille Jourdan, avocate, Bruxelles;

Martin Willems, secrétaire permanent, CNE-CSC.

E-dossier : <http://www.econospheres.be/E-dossier-de-la-soiree>

Participants : 58

30 mai 2018 : « Réduction, partage, aménagement... quelles revendications sur le temps de travail ? »



Si elle est un pilier historique des revendications du mouvement ouvrier, la réduction du temps de travail (RTT) ne se pose plus vraiment aujourd'hui dans les termes d'une baisse généralisée et interprofessionnelle de la durée du travail, mais plutôt sous la forme d'un partage des emplois existant à l'échelle du secteur ou de l'entreprise. Depuis les années 1980, aux côtés de la réduction collective du temps de travail, une notion telle que l'aménagement du temps de travail s'est progressivement imposée comme une alternative au chômage. Si elle a finalement eu peu d'effets sur ce dernier, ces politiques de flexibilité ont favorisé la multiplication des temps partiels et une dégradation des conditions de travail, dont les femmes et les travailleurs précaires sont les premières victimes. À l'heure où la réduction du temps de travail revient à l'agenda politique et syndical, en particulier avec les 28 heures allemandes, il nous semblait important de se poser la question suivante :

Comment faire en sorte que la revendication de RTT au 21^e siècle puisse renouer avec les ambitions qu'elle avait au début du 20^e : le partage des gains de productivité et l'émancipation sociale ?

Avec les intervenants suivants :

Avec les intervenants suivants :

Valérie Lootvoet, est directrice de l'Université des Femmes. Ses recherches portent sur les rapports sociaux de sexe et plus particulièrement sur les dimensions concernant le travail, la sécurité sociale et l'indépendance financière des femmes. Elle est l'auteure de « Du temps, mais comment ? Les féministes et la conciliation ou le cas de la RTT », dans Les fausses bonnes idées pour les femmes. Sortir du sexisme et du capitalisme (sous la dir. de Catherine Bourgeois), Bruxelles : Pensées féministes, 2010.

Bruno Bauraind est Secrétaire général du Gresea. Ses recherches portent sur les multinationales, les restructurations, le syndicalisme et les politiques socio-économiques européennes. Il est co-auteur (avec Anne Dufresne) de « Que reste-t-il de la réduction collective du temps de travail ? » publié dans la Revue Politique n°104, juin 2018.

Michel Cermak est chargé de recherche et de plaidoyer sur le commerce au CNCD 11.11.11 ainsi que porte-parole du Collectif Roosevelt. Il est co-auteur (avec Delphine Houba) de « Partageons le temps du travail. Entre chômage et burn-out : mode d'emploi pour la semaine de quatre jours en Belgique ». Bruxelles/ Couleur Livres, 2017.

E-dossier : <http://www.econospheres.be/E-dossier-de-la-soiree-econospheres-no34-Reduction-partage-amenagement-quelles>

Participants : 11

5 octobre 2018 : Table ronde : Quelle mémoire des luttes sociales ?

Cette table ronde a été organisée par Éconosphères en partenariat avec le festival « Regards sur le travail ».

Thématique : Quelle mémoire la Belgique garde-t-elle des conflits sociaux qui ont émaillé son histoire ? Les chercheur.e.s du Gracos (Groupe d'analyse des conflits sociaux) se sont fixés pour objectif de produire une publication annuelle dans laquelle les principales luttes sociales du moment sont étudiées. Le dernier numéro « Grève et conflictualités sociales en 2017 » a paru fin du mois d'octobre.



La table ronde, animée par Anne Dufresne, coordinatrice Éconosphères et chercheuse au Gresea, et Pauline David, directrice du festival Regards sur le travail, est revenue sur cette proposition. Les invités l'ont mise en perspective avec d'autres formes de récit choisies :

Bruno Bauraind, chercheur au Gresea et membre du Gracos. Ses recherches portent sur les multinationales, les restructurations, le syndicalisme et les politiques socio-économiques européennes.

Benjamin Durand, réalisateur pour le Gsara, un atelier de production audiovisuelle, de soutien documentaire et mouvement d'éducation permanente, membre du collectif Zin TV, une télé pour l'action collective, et auteur du film « Rien ne nous est donné » dans lequel les ouvriers relatent leur vécu de l'action collective. Plus qu'un documentaire, il s'agit ici d'un outil qui retrace des conflits, tous bruxellois, de 1969 à 2010 dans des entreprises différentes.

Louis Theillier, ancien ouvrier de l'usine Johnson Matthey. Lorsque celle-ci annonce la fermeture de son site bruxellois et le licenciement de ses 300 travailleurs en janvier 2011, il décide de réaliser le journal de bord du conflit social. Il relaie au jour le jour les événements à travers un blog BD et une microédition interne, de façon à mettre en lumière la situation des travailleurs, particulièrement représentative du malaise social ambiant. Le récit définitif de cette lutte sortira en mai 2014 et sera intitulé « Johnson m'a tuer ».

En 2016, paraît « L'Avenir est à nous ». À la manière d'un journal de bord chronologique, la bande dessinée reprend les éléments tactiques de la mobilisation (fiches contact, tract, call center, appel d'auditoires, etc.) contre l'exclusion des jeunes des allocations d'insertion.

Tangui Perron, historien, spécialiste du cinéma militant, chargé du patrimoine audiovisuel au sein de l'association Périphérie, il poursuit un travail d'éducation populaire et de programmation en région parisienne, majoritairement en Seine-Saint-Denis. Il est l'auteur de l'ouvrage « L'écran rouge ; syndicalisme et cinéma de Gabin à Belmondo ».

E-dossier : 3 capsules vidéo ont été réalisées (Bruno Bauraind, Louis Theillier, Tangui Perron) <http://www.econospheres.be/E-dossier-de-la-table-ronde-Econospheres-Quelle-memoire-des-luttes-sociales>

Participants : 42

25 octobre 2018 : Deliveroo-nous du mal. La transformation du travail dans l'économie de plateforme

Cette conférence-débat organisée par Éconosphères et le Gresea s'est déroulée dans le cadre du **Festival des Libertés** et en parallèle de l'**AG européenne des livreurs à vélo**.



Thématique : Les plateformes Uber, Deliveroo ou AirBnB questionnent les secteurs économiques traditionnels. Le statut salarial est rompu, le travailleur est ultra-précarisé sous prétexte d'autonomie et les luttes sont mises au défi de l'individualisation. En marge de la première Assemblée générale européenne des livreurs à vélo, organisée par Alter Summit, nous réfléchirons à la transformation de ce mode de travail.

Cet événement organisé et animé par Anne Dufresne (Econosphères/Gresea) a vu débattre :

Marco Rocca, juriste, CNRS, Strasbourg ;

Marc Zune, professeur de sociologie, UCL ;

Jerôme Pimot, coursier à vélo, syndicaliste, cofondateur du CLAP : Collectifs des Livreurs Autonomes de Paris et Coordinateur de la CAVAL : Coordination d'Action Vers l'Autonomie des Livreurs ;

Marta Posito, coursière à vélo, Rider Bologna ;

Paul Olai-Olssen, coursier Foodora et délégué syndical.

E-dossier : En plus de la vidéo de l'ensemble de la conférence, une capsule a été réalisée avec Marco Rocca: « Lois et plateformes : ou comment les gouvernements et les juges encouragent l'économie de plateformes ? » <http://www.econospheres.be/Deliveroo-nous-du-mal-839>

Participants : 265 (y compris des coursiers venus de toute l'Europe pour l'AG européenne)

Alter Summit

Depuis juin 2017, le Gresea a repris la coordination du secrétariat du réseau européen Alter Summit, en intégrant dans son équipe Sebastian Franco.

<http://www.altersummit.eu/>

Alter Summit regroupe plus d'une centaine d'organisations d'environ 20 pays européens luttant contre les politiques néolibérales dans l'Union européenne et ses États membres. Il s'agit d'un réseau d'organisations européennes qui mènent campagne pour promouvoir et défendre les droits sociaux et les droits du travail et les étendre à toutes les catégories de personnes en Europe.

En cela, l'Alter Summit est un espace de rencontres, d'échanges et d'actions communes entre des acteurs différents (associations, mouvements, collectifs, chercheurs.euses, syndicats) sur les problématiques européennes.

Enfin, pour incarner sa critique des institutions européennes, l'Alter Summit vise à construire ses propositions alternatives et sa stratégie de mobilisation en lien direct avec les organisations qui luttent en faveur des droits sociaux et des droits des travailleur.euse.s sur le terrain, au niveau local et national. L'Alter Summit est donc un laboratoire pour tester des modes de convergence et d'europanisation des luttes ; à la fois bottom up par un relais des luttes (locales, régionales, nationales) entre les différents pays et top down par la coordination des luttes qui doit permettre d'assurer des répercussions transnationales aux luttes locales.



Les activités

La création de la Fédération Transnationale des Coursiers (FTC)

L'année 2018 a été principalement centrée sur l'organisation de la première assemblée européenne des coursiers et coursières en octobre 2018. C'est le travail de Sébastien Franco et d'Anne Dufresne en collaboration avec le React (Réseau pour l'action collective transnationale - <https://www.projet-react.org/fr/>) qui

a permis l'organisation de cette première assemblée transnationale. Il faut également souligner l'engagement de l'ensemble de l'équipe du Gresea lors de ces deux journées de travail.

Initiée par le groupe de travail « workchange/resistance 2.0. » d'Alter Summit, la première assemblée européenne a rassemblé plus de 60 coursier.ère.s de 12 pays européens (Belgique, France, Allemagne, Royaume-Uni, Irlande, Italie, Espagne, Suisse, Autriche, Pays-Bas, Norvège, Finlande) accompagné.e.s par une vingtaine de syndicalistes et chercheur.euse.s invité.e.s comme observateurs.trices.



Alter Summit a joué le rôle de « facilitateur », en soutenant financièrement et logistiquement la création de cet espace d'internationalisation/europanisation de la lutte. Les participant.e.s ont discuté de nombreux sujets de manière très constructive et ont fait preuve d'une grande maturité politique. La Fédération Transnationale des Coursier.ère.s (FTC) est désormais un

espace d'internationalisation de la lutte contre les plateformes de livraison alimentaire (Deliveroo, Uber Eats, Glovo, Stuart, etc.).

Les différents thèmes abordés lors de cette rencontre :

1. Les moyens d'organisation : sensibiliser les travailleurs, espaces de rencontres et d'assemblées, modalités d'action : rassemblements, déconnexions, grèves, occupations, piquets de grève, répressions et liens entre villes. À cet égard, tou.te.s les participant.e.s étaient conscient.e.s des difficultés à organiser les travailleur.euse.s du secteur en raison du taux de rotation élevé, de l'atomisation et de la présence de travailleur.euse.s migrants.es.

2. Le statut juridique des coursiers était également au centre des préoccupations. La situation varie d'un pays à l'autre, mais les coursier.ère.s se sont mis d'accord sur plusieurs exigences de respect et de conditions de travail équitables pour tous (voir la déclaration finale de l'assemblée

<http://www.altersummit.eu/accueil/article/assemblee-transnationale-des-coursiers>).

3. Le management par l'algorithme est une autre question abordée. La collecte et l'utilisation des données privées (client.e.s et travailleur.euse.s) par les plateformes sont une autre préoccupation des coursiers.

Alter Summit va continuer à appuyer le développement de la Fédération Transnationale avec probablement une nouvelle rencontre en 2019. Cependant, notre engagement sera plus modeste que celui demandé pour l'organisation de l'assemblée d'octobre 2018.

La vie du réseau

Réunion de coordination – 6 février 2018 (Bruxelles)

Les thèmes traités : **comptes 2017 et élargissement ; calendrier 2018 ; lancement newsletter.**

La coordination du réseau rassemble le Gresea, la Centrale générale FGTB, l'Interrégionale wallonne FGTB, La Centrale Nationale des Employé.es (CNE), ATTAC Wallonie-Bruxelles, ATTAC Allemagne, la CGT, EPSU, Solidaires et Comisiones Obreras comme membres observateurs. La composition de la coordination reste ouverte à la participation d'autres organisations qui le souhaiteraient.

Assemblée générale – 25&26 mai 2018 (Bruxelles)

Les thèmes traités : **réduction du temps de travail ; politique européenne du rail ; fonctionnement du réseau. Groupes de travail : lutte/grève féministe ; privatisation des services publics/biens communs; préparation assemblée des coursier.ère.s.**

L'assemblée a réuni une quarantaine de représentant.e.s des organisations suivantes : ATTAC DE, ATTAC ES, ATTAC FR, Campaign for the Welfare State, CC.OO., CG FGTB, CGT, CIG, CNE, "Dalla parte dei lavoratori", ELA, EPSU, EuroMarches, European Health Network, European Left, FSIE, FSU, Gresea, Intersindical Valenciana, MOC Bruxelles, Nei til EU, ReAct, Rosa Luxemburg Stiftung, SNES, Solidaires, Transform Europe, USO. Panels: ETUI, ETF.

Congrès européen d'ATTAC Allemagne – 5-7 octobre (Kassel)

Alter Summit y a animé un atelier avec une trentaine de participant.e.s. Nous avons en outre collaboré avec le Réseau européen contre la privatisation et la commercialisation de la santé et de la protection sociale pour un autre atelier.

Thématique : les **réseaux européens actifs en Europe**.

- Quelles sont leurs priorités et leurs stratégies d'action, quels sont leurs succès et leurs difficultés ?
- Où sont les convergences pour des revendications et des campagnes communes ?
- Comment pouvons-nous nous compléter les uns les autres et parvenir à une mise en réseau plus efficace au niveau européen ?

Réunion de coordination – 15 novembre 2018 (Bruxelles)

Les thèmes traités : bilan et suivi politique et financier de #riders4rights ; finances ; perspectives (élections européennes) et prochaine assemblée ; newsletter.

Outils de communication

Site web (moyenne de 9000 visites mensuelles) : www.altersummit.eu

Page Facebook (2360 fans) : <https://www.facebook.com/AnotherEuropeNow/>

En février 2018, la première newsletter a été lancée. Retrouvez tous les articles en plusieurs langues sur <http://www.altersummit.eu/analyse/>

Composition de l'équipe permanente

BAURAIND Bruno, Secrétaire général, Chercheur – Formateur, Co-coordonateur du réseau Econosphères, Membre du Gracos (Groupe d'analyse des conflits sociaux)

CUSTERS Raf, Chercheur – Formateur, Représentant du Gresea au sein du RBRN (Réseau belge sur les ressources naturelles).

DUFRESNE Anne, Chercheuse – Formatrice, Coordinatrice d'Econosphères, Membre du Gracos (Groupe d'analyse des conflits sociaux), chercheuse associée au CIRTES (Centre Interdisciplinaire de Recherche Travail, État et Société-UCL) et à l'IRES (Institut de recherche économique et sociale-France) et collaboratrice à l'Institut européen du salariat (IES)

GELIN Romain, Chercheur – Formateur, Représentant du Gresea au sein du Groupe Cotonou belge francophone, et de la plateforme Belfius est à nous

HIRTZ Natalia, Chercheuse – Formatrice

Houben Henri, Chercheur – Formateur, Membre d'ATTAC Bruxelles 2, du réseau Econosphères, collaborateur à l'INEM (Institut d'études marxistes) et au WAPE (World Association for Political Economy)

FRANCO Sebastian, Coordinateur du réseau ALTER Summit

FRANCOIS Marc, Documentaliste

MARECHAL Anne-Lise, Gestion site, réseaux sociaux et communication

VAN VERRE Nathalie, Coordinatrice de l'administration et de la communication

CRESPO ALFONSO Manuel, Appui comptable et appui à l'administration

EL GRANDI Zahra, Secrétaire

Composition du Conseil d'administration

Benoît Gerits (président), Laurence Blésin, Carole Crabbé, Eric Callier (†), Bruno Poncelet, Marc Sapir, Jean-Louis Teheux et Jean Vandewattyne.

Sont, en sus des précédents (Equipe et CA), membres de l'Assemblée générale

Lise Blanmailland, Gérard Karlshausen, Claudia Sanchez, Felipe Van Keirsbilck, Mario Bucci, Erik Rydberg.